

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

#### *Procédure adaptée ouverte*

*soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique.*

---

### MARCHE N°2569B03MP PRESTATIONS D'ASSURANCE DOMMAGE OUVRAGE POUR LES TRAVAUX DE MODERNISATION DU PORT DU BEAUJOLAIS - DALLES NORD ET SUD ET VOIE FERREE

---

#### ENTITE ADJUDICATRICE

Chambre de Commerce et d'Industrie de région Auvergne-Rhône-Alpes  
32 Quai Perrache  
CS 10015  
69286 LYON CEDEX 02

#### SITE BENEFICIAIRE

Port fluvial de Villefranche-Sur-Saône (69)  
175 Rue Denis Papin  
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Site internet : <http://www.beaujolais.cci.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Contact cellule commande publique : [marchescclb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:marchescclb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

*Le Port de Villefranche-Sur-Saône est un équipement géré par la CCI Locale Beaujolais,  
elle-même rattachée à la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes.*

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	4
5 – Prise d'effet et durée du marché.....	4
6 - Prix.....	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	4
6.2 - Modalités de variation des prix.....	4
7 - Garanties Financières.....	5
8 - Avance.....	5
9 - Modalités de règlement des comptes.....	5
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
9.3 - Délai global de paiement.....	6
9.4 - Paiement des cotraitants.....	6
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
11 – Développement durable.....	7
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	7
13 - Pénalités.....	7
13.1 - Pénalités de retard.....	7
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	7
13.3 - Autres pénalités spécifiques.....	8
14 - Assurances.....	8
15 - Résiliation du contrat.....	8
15.1 - Conditions de résiliation.....	8
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	8
16 - Règlement des litiges et langues.....	9
17 - Dispositif de vigilance (Article D8222-5 du code du travail).....	9
18 - Dérogations.....	9
19 – Présentation de l'opération de travaux.....	10
19.1 – Renseignements concernant les intervenants.....	10
19.2 – Description de l'opération de travaux.....	10
20.1 Garanties attendues.....	11
20.2 Appel de prime.....	12
20.3 Aggravation du risque.....	12
20.4 Gestion des sinistres.....	12
21.1 – Renonciation de l'assureur à l'application de certaines sanctions.....	12
21.2 – Epuisement et reconstitution des garanties.....	13
21.3 – Travaux supplémentaires.....	13

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent des prestations d'assurance dommage ouvrage pour les travaux de modernisation du Port du Beaujolais – Dalles Nord et Sud et voies ferrées.

Lieu(x) d'exécution :

Port Fluvial de Villefranche-sur-Saône  
175 Rue Denis Papin  
69400 Villefranche-sur-Saône

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'entité adjudicatrice a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : Le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes au sens de l'Article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique.

### **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

L'entité adjudicatrice pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Code des assurances
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et Services (FCS), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021
- Les conditions générales de l'assureur

- Les dispositions contenues dans ce cahier des charges (CCP) prévalent sur les conditions générales de l'assureur auxquelles elles sont annexées.
- Les conditions générales de l'assureur complètent les dispositions non prévues par le cahier des charges. (CCP)
- Les réserves émises par l'assureur et annexées à l'acte d'engagement font partie intégrante du contrat et prévalent sur le cahier des charges (CCP)
- Le titulaire peut adresser une note de couverture avant la date d'effet du contrat.

A défaut d'une note de couverture, l'acte d'engagement conservé par le Pouvoir Adjudicateur vaut note de couverture et reste valable jusqu'à la signature définitive du contrat.

### **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Il comporte également une obligation de discrétion selon les termes suivants.

Sauf demande expresse des tribunaux et dans les limites des lois en vigueur, les compagnies d'assurances ne peuvent donner à un tiers aucune information sur le contrat de leur client.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et de discrétion.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'entité adjudicatrice a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### **5 – Prise d'effet et durée du marché**

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est liée à l'exécution des travaux.

Les prises d'effet des différents contrats d'assurances sont les suivantes :

**Domage Ouvrage** : La période de garantie commence à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception. Toutefois, la garantie est acquise avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le marché conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations.

### **6 - Prix**

#### ***6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués***

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### ***6.2 - Modalités de variation des prix***

Les prix sont fermes (taux global applicable en %).

Le règlement des sommes dues au Titulaire se fera en deux phases comme indiqué ci-après.

**Prime provisionnelle**

Avec la note de couverture et au plus tard au démarrage des travaux, l'assureur émettra une prime provisionnelle calculée dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

**Prime de régularisation définitive**

Le Maître d'Ouvrage s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération en fin de chantier et en tout état de cause à la plus tardive de ces deux dates :

- A l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement,
- 30 jours après la remise de l'ensemble des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux, de Maîtrise d'œuvre, de BET et de Contrôle Technique ;

Le Maître d'Ouvrage communique le montant définitif de l'opération tel qu'il résulte, après notamment application des clauses de variation des prix propres à chaque marché de travaux et honoraires de l'ensemble des Décomptes Généraux et Définitifs (DGD).

La prime globale définitive sera calculée par application du taux proposé par l'assureur à ce montant final de l'opération dans les conditions définies à l'acte d'engagement.

La prime de régularisation résultera de la différence entre la prime globale définitive et la prime provisionnelle initialement appelée par l'Assureur.

L'Assureur adressera sa prime définitive établie comme suit :

$Pp = (Mdt \times T)$  Montant de la prime provisionnelle totale ou partielle émise conformément à l'acte d'engagement.

$Pp$  = Prime prévisionnelle

$Prd$  = Prime de régularisation définitive

$Mdt$  = Montant définitif des travaux + Honoraires TTC des MOE, BET, CT

$T$  = Taux global en % applicable pour chaque garantie.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### ***9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs***

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### ***9.2 - Présentation des demandes de paiement***

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le

système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002269200367
- Code service : ETB100
- Numéro d'engagement juridique : 2569B03MP

Adresse et contact service facturation fournisseurs : CCI BEAUJOLAIS TSA n° 30010 69221  
LYON CEDEX 02 Courriel : [fournisseurs-beaujolais@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-beaujolais@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'entité adjudicatrice, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Connaissance du risque

La nature et l'importance des travaux est présentée dans le document dossier technique de l'opération. Le candidat ayant eu la possibilité de prendre connaissance de manière exhaustive des risques à garantir, reconnaît s'en être fait une opinion suffisante pour calculer son tarif avec précision. Par conséquent, l'Assureur renonce expressément à l'application d'une quelconque règle proportionnelle de prime et/ou de capitaux.

## **11 – Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **13 - Pénalités**

### ***13.1 - Pénalités de retard***

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.  
Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### ***13.2 - Pénalité pour travail dissimulé***

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'entité adjudicatrice applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.3 - Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité liée au non-versement de l'indemnité de sinistre	Journalière	50,00 €	Le titulaire s'engage à verser l'indemnité consécutive à un sinistre dans les quinze jours suivant la détermination de son montant, après accord des parties, ou à défaut d'une décision de justice exécutoire. Tout retard non prévenu et non justifié, dans la transmission de cette indemnité pourra être sanctionné par une pénalité journalière égale à 50€ TTC par jour ouvré de retard.
Pénalité pour manquement aux dispositions de mémoire technique	Forfaitaire	100,00 €	Si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du mémoire technique, il encourt une pénalité correspondant à 100 € HT pour chaque manquement constaté, sans mise en demeure préalable

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'entité adjudicatrice par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'entité adjudicatrice adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Dispositif de vigilance (Article D8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme E-ATTESTATIONS, mise à disposition gratuitement par la CCIT, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>.

A défaut de production des pièces sur E-Attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

## **18 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## **19 – Présentation de l'opération de travaux**

### **19.1 – Renseignements concernant les intervenants**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

La mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par :

ACERE – 271 Rue Camille Desmoulins 69400 Villefranche-sur-Saône

Mail : [contact@acere-groupe.fr](mailto:contact@acere-groupe.fr) / [rds@acere-groupe.fr](mailto:rds@acere-groupe.fr)

Tel : 03.29.39.23.36

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

La mission de contrôle technique sera réalisée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – RACING PARK 4 Chemin du Tronchon– 69410

Champagne-au-Mont-D'Or

Mail : [sebastien.durand@bureauveritas.com](mailto:sebastien.durand@bureauveritas.com)

Tel : 06.08.74.31.18

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – RACING PARK 4 Chemin du Tronchon– 69410

Champagne-au-Mont-D'Or

Mail : [serviececlientARA.construction@bureauveritas.com](mailto:serviececlientARA.construction@bureauveritas.com)

Tel : 04.72.29.70.02

### **19.2 – Description de l'opération de travaux**

Il s'agit d'une opération de travaux de modernisation du Port du Beaujolais – dalles Nord et Sud et voies ferrées

L'opération est répartie en 3 lots comme suit :

<b>Lot</b>	<b>Libellé</b>
Lot 1	TERRASSEMENTS ET VD
Lot 2	FONDATIONS SPECIALES
Lot 3	VOIES FERREES

Coût de l'opération :

**Coût global de l'opération** (hors aléas, frais divers et révisions) : HT

Montants intégrés à l'assiette de calcul de prime	Montants marchés notifiés + Estimation des avenants
Montant des travaux tous corps d'état T.T.C.	Montant Marché initial HT : 5 374 174,53€ Montant Marché initial TTC : 6 449 009,44€ Avenant Lot 1 n°1 : 90 763,75 €HT - 108 916,50 €TTC Avenant Lot 2 n°1 HT : 223 245,00€ - 268 014,00€TTC Montant estimé marché HT/TTC <u>comprenant avenants :</u> Total HT : 5 672 267,28 Total TTC = 6 806 720,74
Montant des honoraires T.T.C. (équipe de maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordinateur SPS, OPC).	MOE 138 862,5HT – 166 634,40TTC CSPS 16 946,83HT – 20 336,20€ TTC CT 15 900 – 19 080€TTC

#### Calendrier de l'opération :

- Date de la Déclaration Réglementaire d'Ouverture de Chantier : 22/04/2025
- Date prévue pour le commencement des travaux :
  - Phase 1 : Durée - 10 mois – 02/06/2025 – 30/04/2026
  - Phase 2 : Durée – 12 mois – **Construction du bassin prévue en septembre 2025, et phase deux (dalle sud) en mars 2026.**

Date prévue pour l'achèvement des travaux : durée des travaux de 23 mois comprenant une période de préparation d'une durée d'un mois.

#### **Dossier technique de l'opération**

##### **Marchés de travaux.**

- Plans PRO :
- Calendrier détaillé de l'opération par phase
- CCTP des différents lots
- Attestations d'assurance Décennale des Entreprises
- Rapports d'étude – DIAG

## **20 – Caractéristiques de la police Dommage Ouvrage**

### **20.1 Garanties attendues**

Les garanties attendues sont les suivantes :

- Garantie des dommages de nature décennale : L'assureur garantit, en dehors de toute recherche des responsabilités, le paiement des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et suivants du code civil

<b>GARANTIES</b>	<b>PLAFONDS DE GARANTIES</b>	<b>FRANCHISE</b>
Dommages de nature décennale	A hauteur des coûts TTC de travaux	SANS FRANCHISE

## **20.2 Appel de prime**

La prime provisionnelle sera appelée en totalité 2 mois à compter de la date de notification du marché. La prime de régularisation sera appelée lors de la mise à disposition de l'avenant fixant le coût définitif des travaux. Pour permettre le calcul définitif de la prime de régularisation, l'assuré fournira à l'Assureur les pièces justificatives suivantes :

- La déclaration de fin de travaux avec le montant définitif des travaux,
- Le rapport final du contrôleur technique,
- Les procès-verbaux de réception et éventuellement les certificats de levées des réserves.

## **20.3 Aggravation du risque**

Par application de l'article L113-4 du Code des assurances, toute augmentation de l'assiette de cotisation inférieure à 20 % ne pourra pas être considérée comme une aggravation du risque.

L'augmentation ou la réduction de la durée des travaux (inférieure ou égale à trois mois) ne pourra également et en aucun cas être considérée comme une aggravation du risque.

## **20.4 Gestion des sinistres**

### **Déclaration des sinistres :**

L'assureur et/ou son Intermédiaire n'interviendra dans l'instruction d'un sinistre qu'au jour où il aura reçu une déclaration de sinistre par courrier LRAR, ou email.

Les déclarations de sinistres comporteront les éléments suivants :

- Le numéro de contrat d'assurance et le cas échéant celui de l'avenant,
- La date de réception ou à défaut la date de la première occupation des locaux,
- La date d'apparition des dommages,
- La localisation des dommages,
- La date d'ouverture du chantier ou début des travaux.

La réception de la déclaration est le point de départ des délais que l'assureur devra respecter.

Il aura alors :

- 15 jours pour refuser le sinistre.
- 60 jours pour notifier au maître d'ouvrage sa décision de mise en jeu des garanties prévues par le contrat.
- 90 jours pour formuler une offre de paiement des travaux de réparations.
- 130 jours en cas de difficultés techniques.

Si l'assureur décide de ne pas missionner un expert et notifie son offre d'indemnisation ou bien si l'assureur refuse la prise en charge du sinistre, le maître d'ouvrage peut contester la décision de l'assureur et obtenir alors la désignation d'un expert par l'assureur.

## **21 – Clauses particulières**

### **21.1 – Renonciation de l'assureur à l'application de certaines sanctions**

Il est convenu expressément que l'assureur renonce à l'application des sanctions suivantes :

- Résiliation après sinistre
- Règle proportionnelle de capitaux (telle que prévue à l'article L121-5 du code des assurances)
- Déchéance de garantie suite notamment à déclaration tardive de sinistre

### **21.2 – Epuisement et reconstitution des garanties**

Les montants des garanties seront automatiquement réduits par les indemnités versées en cas de sinistre. Toutefois ces montants pourront être reconstitués après sinistre, sur demande de l'assuré et sous condition du versement d'un complément de prime dont le montant sera fixé par avenant.

### **21.3 – Travaux supplémentaires**

En cas de travaux supplémentaires rendus nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, l'Assureur garantit la valeur réelle de ces travaux supplémentaires dans la limite de 20% du montant des travaux initialement arrêtés lors de la notification aux différents intervenants. Cette augmentation, au sens de l'article L 113-4 du Code des Assurance ne saurait constituer une aggravation des risques.

Le maître d'ouvrage s'engage à déclarer à l'Assureur tout dépassement du montant des travaux initiaux si cette augmentation était supérieure à 20%. Dans ces conditions, l'Assureur pourra établir un avenant de prime au prorata du dépassement déclaré (déduction faite des 20% acceptés).

## **22 – Planning prévisionnel détaillé de l'opération**

Voir en annexe